

## Saviez-vous que...

quatre premiers ministres sont morts en fonction?

- Félix-Gabriel Marchand (1900)
- Maurice LeNoblet Duplessis (1959)
- Paul Sauvé (1960)
- Daniel Johnson (père) (1968)

cinq premiers ministres ont gouverné deux fois?

- Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1874-1878 et 1891-1892)
- Louis-Olivier Taillon (1887 et 1892-1896)
- Joseph-Adélar Godbout (1936 et 1939-1944)
- Maurice LeNoblet Duplessis (1936-1939 et 1944-1959)
- Robert Bourassa (1970-1976 et 1985-1994)

quatre premiers ministres ont gouverné quatorze ans et plus?

- Lomer Gouin (15 ans, 3 mois)
- Louis-Alexandre Taschereau (15 ans, 11 mois)
- Maurice LeNoblet Duplessis (18 ans, 3 mois)
- Robert Bourassa (14 ans, 7 mois)

deux premiers ministres n'étaient pas députés mais conseillers législatifs?

- Charles-Eugène Boucher de Boucherville
- John Jones Ross

un premier ministre a vu son mandat durer quatre jours?

- Louis-Olivier Taillon (1887)

une seule femme a rempli la fonction de première ministre?

- Pauline Marois (2012-2014)

## **Premiers ministres morts en fonction**

Félix-Gabriel MARCHAND

11<sup>e</sup> à occuper la fonction

1897-1900

Parti libéral

Notaire, écrivain et journaliste, Félix-Gabriel Marchand est député libéral à l'Assemblée législative dès la Confédération en 1867. Élu sans discontinuité pendant plus de trente ans, il est ministre dans le cabinet Joly de Lotbinière, orateur de la Chambre sous Mercier et chef de l'opposition à partir de 1892. La victoire de Laurier aux élections fédérales de 1896 ouvre la voie à celle de Marchand à Québec en 1897. Ce dernier inaugure un règne libéral de près de quarante ans à l'Assemblée législative.

Marchand redresse la situation financière du gouvernement grâce à un contexte économique favorable. En 1898, des lois parallèles, aux niveaux fédéral et provincial, établissent que les frontières septentrionales du Québec s'étendent jusqu'à la rivière Eastmain qui se jette dans la baie James. Marchand fait adopter par l'Assemblée législative, en 1898, un projet de loi recréant le ministère de l'Instruction publique mais l'opposition des évêques et du Conseil législatif fait avorter ce projet. Il cherche à abolir le Conseil législatif mais meurt en fonction le 25 septembre 1900.

Maurice LENOBLET DUPLESSIS

16<sup>e</sup> à occuper la fonction

1936-1939 et 1944-1959

Union nationale

Avocat, fils de juge et de député, Maurice Duplessis entre à l'Assemblée législative comme député du Parti conservateur en 1927. Élu chef de son parti en 1933, il fonde l'Union nationale le 7 novembre 1935 avec les membres de son propre parti et des dissidents du Parti libéral dirigés par Paul Gouin. Il remporte la victoire contre le gouvernement Godbout aux élections générales de 1936 et devient premier ministre pour un premier mandat de trois ans. Battu au scrutin de 1939, il reprend le pouvoir en 1944 pour un long règne. Il gagne les élections générales de 1948, 1952 et 1956. Duplessis détient le record de longévité politique comme premier ministre : dix-huit ans.

Le premier gouvernement Duplessis établit le Crédit agricole en 1936 et relance l'agriculture et la colonisation. Il manifeste un anticommunisme virulent en adoptant la « loi du cadenas » en 1937 qui permet de fermer tout lieu diffusant des idées communistes. Appuyant le frère Marie-Victorin, il donne une vigoureuse impulsion à la création du Jardin botanique de Montréal.

Le deuxième gouvernement Duplessis, de 1944 à 1959, est marqué par la stabilité et le conservatisme. Partisan de l'autonomie provinciale, il fait adopter le drapeau officiel du Québec en 1948, à la suggestion de René Chaloult, et s'oppose aux empiètements fédéraux dans le domaine social et en éducation. Son mandat est marqué par plusieurs graves conflits ouvriers. Il favorise l'ouverture de nouvelles régions minières, particulièrement sur la Côte-Nord et en

Gaspésie. La Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels en 1953 marque une étape importante dans la réflexion de la collectivité québécoise quant à son avenir. Duplessis crée l'impôt québécois sur le revenu en 1954. Il meurt en fonction à Schefferville en septembre 1959.

Paul SAUVÉ

17<sup>e</sup> à occuper la fonction

1959-1960

Union nationale

Avocat et fils de député, Paul Sauvé entre à l'Assemblée législative comme député conservateur à la suite de l'élection partielle de 1930. Défait en 1935, puis élu sous la bannière de l'Union nationale en 1936, il est ministre dans le cabinet Duplessis de 1946 à 1959. Il succède à ce dernier le 11 septembre 1959 et amorce un renouveau politique en annonçant de grands changements. Il meurt en fonction le 2 janvier 1960.

Daniel JOHNSON (père)

20<sup>e</sup> à occuper la fonction

1966-1968

Union nationale

Avocat, Daniel Johnson est élu député de l'Union nationale en 1946. Réélu en 1948, 1952 et 1956, il entre dans le cabinet Duplessis en 1958 avant de joindre les cabinets éphémères de Sauvé et Barrette. En 1960, il siège dans l'opposition et gagne la course à la direction de l'Union nationale en 1961. Contre toute attente, il remporte les élections générales de 1966. Devenu premier ministre, il poursuit la Révolution tranquille. Il meurt en fonction le 26 septembre 1968, à l'âge de 53 ans, au barrage Manic 5 qu'il est venu inaugurer et qui depuis porte son nom.

Le gouvernement Johnson continue la réforme de l'éducation et institue les collèges d'enseignement général et professionnel, de même que l'Université du Québec. Il crée les ministères de la Fonction publique (1967), de l'Immigration (1968) et des Institutions financières et des coopératives (1968). Auteur du livre *Égalité ou indépendance* (1965), Johnson appuie la montée du nationalisme québécois et revendique une réforme constitutionnelle en profondeur. Il accroît la présence du Québec sur la scène internationale à l'occasion de l'Exposition universelle de Montréal en 1967. La même année, il accueille le général de Gaulle lors de sa visite historique au Québec.

## **Premiers ministres qui ont gouverné deux fois**

Charles-Eugène BOUCHER DE BOUCHERVILLE

3<sup>e</sup> à occuper la fonction

1874-1878 et 1891-1892

Parti conservateur

Médecin et seigneur, Charles-Eugène Boucher de Boucherville est d'abord député de 1861 à 1867 sous l'Union. Nommé au Conseil législatif du Québec à la Confédération, il devient ministre dans le cabinet Chauveau et premier ministre conservateur de 1874 à 1878. Il est un des deux seuls premiers ministres à diriger le gouvernement à partir du Conseil législatif, sans être député.

Il fait réélire son parti aux élections générales de 1875. Il est destitué en 1878 par le lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just dans un geste spectaculaire d'une constitutionnalité douteuse qu'on a appelé le « coup d'État ». Après la chute de Mercier, en 1891, il redevient premier ministre pour une courte période, avant d'accepter un poste de sénateur.

On lui doit une importante réforme de la législation électorale en 1875 : introduction du vote secret, vote simultané dans toutes les circonscriptions, contrôle des dépenses et mesures contre la fraude. Ultramontain, il abolit le ministère de l'Instruction Publique en 1875 pour confier toutes les responsabilités de l'éducation au Conseil de l'Instruction publique. Il poursuit la politique d'investissements dans les chemins de fer, particulièrement celui de la rive nord qu'il nationalise en 1875. C'est en 1877, sous son mandat, que débute la construction des trois ailes de l'Hôtel du Parlement actuel destinées à accueillir les ministères. Lorsqu'il revient au pouvoir, en 1892, il fait adopter une loi accordant le droit de vote aux femmes propriétaires aux élections municipales et scolaires sous réserve qu'elles n'ont pas le droit d'être candidates.

Louis-Olivier TAILLON

8<sup>e</sup> à occuper la fonction

1887 et 1892-1896

Parti conservateur

Avocat, Louis-Olivier Taillon devient député conservateur à l'Assemblée législative en 1875. Il est ensuite ministre dans le cabinet Ross. Lorsque celui-ci démissionne, sous la pression des ultramontains de son parti, Taillon le remplace le 25 janvier 1887 mais doit démissionner à son tour quatre jours plus tard pour céder la place à Mercier devenu majoritaire en Chambre. Après la chute de Mercier, en 1891, Taillon est nommé ministre dans le deuxième gouvernement Boucher de Boucherville et redevient premier ministre le 16 décembre 1892. Il ne se présente pas devant l'électorat et démissionne en 1896. Obsédé par la dette du Québec qui atteint 35 millions et gruge 36 % du budget annuel, Taillon coupe dans les dépenses et impose des taxes directes, ce qui le rend très impopulaire.

Joseph-Adélarde GODBOUT

15<sup>e</sup> à occuper la fonction

1936 et 1939-1944

Parti libéral

Agronome au ministère de l'Agriculture, Joseph-Adélarde Godbout arrive sur la scène politique en 1929 lors d'une élection partielle. Ministre libéral de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau, il succède à ce dernier le 11 juin 1936. Il convoque prématurément des élections générales le 26 août suivant mais doit concéder la victoire à Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale. De nouveau premier ministre pendant la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1944, il dirige un gouvernement progressiste qui accorde le droit de vote aux femmes en 1940 et fait adopter par l'Assemblée législative la loi de l'instruction obligatoire en 1942. Il étatisé partiellement l'électricité en 1944 en nationalisant la Montreal Light, Heat and Power Consolidated et en créant Hydro-Québec. Victime de l'impopularité des libéraux fédéraux à la suite du plébiscite de 1942 sur la conscription, Godbout est à nouveau battu par Maurice Duplessis en 1944.

Maurice LENOBLET DUPLESSIS

16<sup>e</sup> à occuper la fonction

1936-1939 et 1944-1959

Union nationale

Avocat, fils de juge et de député, Maurice Duplessis entre à l'Assemblée législative comme député du Parti conservateur en 1927. Élu chef de son parti en 1933, il fonde l'Union nationale le 7 novembre 1935 avec les membres de son propre parti et des dissidents du Parti libéral dirigés par Paul Gouin. Il remporte la victoire contre le gouvernement Godbout aux élections générales de 1936 et devient premier ministre pour un premier mandat de trois ans. Battu au scrutin de 1939, il reprend le pouvoir en 1944 pour un long règne. Il gagne les élections générales de 1948, 1952 et 1956. Duplessis détient le record de longévité politique comme premier ministre : dix-huit ans.

Le premier gouvernement Duplessis établit le Crédit agricole en 1936 et relance l'agriculture et la colonisation. Il manifeste un anticommunisme virulent en adoptant la « loi du cadenas » en 1937 qui permet de fermer tout lieu diffusant des idées communistes. Appuyant le frère Marie-Victorin, il donne une vigoureuse impulsion à la création du Jardin botanique de Montréal.

Le deuxième gouvernement Duplessis, de 1944 à 1959, est marqué par la stabilité et le conservatisme. Partisan de l'autonomie provinciale, il fait adopter le drapeau officiel du Québec en 1948, à la suggestion de René Chaloult, et s'oppose aux empiètements fédéraux dans le domaine social et en éducation. Son mandat est marqué par plusieurs graves conflits ouvriers. Il favorise l'ouverture de nouvelles régions minières, particulièrement sur la Côte-Nord et en Gaspésie. La Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels en 1953 marque une étape importante dans la réflexion de la collectivité québécoise quant à son avenir. Duplessis crée l'impôt québécois sur le revenu en 1954. Il meurt en fonction à Schefferville en septembre 1959.

Robert BOURASSA  
22<sup>e</sup> à occuper la fonction  
1970-1976 et 1985-1994  
Parti libéral

Avocat, fiscaliste et professeur d'université, Robert Bourassa entre à l'Assemblée législative en 1966 comme député libéral. Il accède à la direction du Parti libéral en 1970 et, la même année, aux élections générales, il devient à 36 ans le plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec. Réélu en 1973, son gouvernement est battu en 1976 par le Parti québécois de René Lévesque. Il perd alors son siège de député et démissionne comme chef de parti. Réélu chef du Parti libéral en 1983, il reprend le pouvoir au scrutin de 1985 et gagne les élections de 1989. Il démissionne le 11 janvier 1994 après 14 ans à la tête du gouvernement et se retire de la vie politique.

Le premier gouvernement Bourassa, de 1970 à 1976, met de l'avant un vaste programme d'investissements publics : construction d'autoroutes, d'édifices publics, de barrages hydroélectriques à la baie James et d'installations olympiques. Il réalise une importante réforme des services de santé, notamment en implantant l'assurance-maladie et les centres locaux de services communautaires. Il proclame le français langue officielle du Québec (1974). Mais son gouvernement fait face à des difficultés majeures : crise d'octobre (1970), saccage du chantier de la baie James, contestation ouvrière et grèves.

Le deuxième gouvernement Bourassa, de 1985 à 1994, cherche à rétablir la paix constitutionnelle après la crise déclenchée par le rapatriement unilatéral de la constitution canadienne en 1982. L'échec de l'Accord du lac Meech (1987-1990), la Commission Bélanger-Campeau (1990-1991) et le référendum sur l'Accord de Charlottetown (1992) marquent cette période. En 1988, le gouvernement Bourassa lance la phase II de la baie James. La crise d'Oka, qui oppose les Mohawks au gouvernement en 1990, ravive le débat sur les droits des nations autochtones. En 1991, le nouveau Code civil du Québec est adopté.

## **Premiers ministres qui ont gouverné quatorze ans et plus**

Lomer GOUIN  
13<sup>e</sup> à occuper la fonction  
1905-1920  
Parti libéral

Avocat et gendre de Mercier, Lomer Gouin est élu député libéral à l'Assemblée législative en 1897. Ministre dans le cabinet Parent, il dirige la fronde contre ce dernier et lui succède en 1905. Il réalise un long mandat et remporte les élections générales de 1908, 1912, 1916 et 1919. Grâce à l'exploitation des ressources naturelles et au produit de nouvelles taxes, le budget du Québec passe pendant son gouvernement de 4,5 millions à 25 millions de dollars. Gouin lance une politique de travaux publics et crée le ministère de la Voirie en 1914 et le ministère des Affaires municipales en 1918. Il démissionne en 1920 et se porte candidat sur la scène fédérale.

Gouin défend l'autonomie provinciale. La crise de la conscription pendant la Première Guerre mondiale et l'isolement du Québec sur la scène fédérale, à la suite des élections de 1917, amènent le député libéral Joseph-Napoléon Francoeur à présenter à l'Assemblée législative, le 17 janvier 1918, une motion « indépendantiste » dans le but de mettre fin au pacte fédératif de 1867. La motion Francoeur est débattue pendant trois jours mais est finalement retirée. En 1912, le gouvernement élargit le droit de vote et crée de fait le suffrage universel masculin. Le premier ministre s'intéresse à l'amélioration du système scolaire : il crée des écoles techniques et l'École des hautes études commerciales. Il encourage la colonisation de l'Abitibi. Il réalise un immense agrandissement territorial du Québec, en 1912, avec l'acquisition de l'Ungava, dès lors bordé par la baie et le détroit d'Hudson. En 1919, il siège à la conférence de Versailles qui met fin à la Première Guerre mondiale.

Louis-Alexandre TASCHEREAU

14<sup>e</sup> à occuper la fonction

1920-1936

Parti libéral

Avocat, Louis-Alexandre Taschereau est député libéral à l'Assemblée législative à partir de 1900. Ministre des Travaux publics dans le cabinet Gouin, il fait construire la Bibliothèque du Parlement en 1910. Il succède sans heurts à Gouin en 1920 et amorce un long règne marqué à la fois par la prospérité et par la Crise. Il remporte les élections générales de 1923, 1927, 1931 et 1935. Les difficultés de la Crise économique rendent son gouvernement impopulaire. Taschereau ne peut empêcher la scission des réformistes de son parti en 1935, sous l'égide de Paul Gouin. Malgré sa victoire aux élections de 1935, il démissionne en 1936 dans une atmosphère de scandales.

Pour faire face aux développements de l'automobile, la plus grande partie du budget québécois est consacrée à la construction du réseau routier. Malgré des pressions pour imposer la prohibition, le gouvernement Taschereau nationalise la vente des alcools en 1921 en créant la Commission des liqueurs. Il intervient en éducation et fonde l'École des Beaux-Arts de Québec et celle de Montréal. Il crée le ministère du Travail en 1931. Il intervient dans le domaine de la santé publique avec le Service de l'Assistance publique en 1921 et la Commission des accidents du travail en 1928. On lui doit également la construction des édifices Honoré-Mercier, Jean-Antoine-Panet et André-Laurendeau qui consacrent l'idée de Cité parlementaire. Il s'oppose au suffrage féminin et à l'école obligatoire. C'est sous son gouvernement, en 1927, qu'un jugement du Conseil privé reconnaît que le Labrador appartient à Terre-Neuve.

Maurice LENOBLET DUPLESSIS

16<sup>e</sup> à occuper la fonction

1936-1939 et 1944-1959

Union nationale

Avocat, fils de juge et de député, Maurice Duplessis entre à l'Assemblée législative comme député du Parti conservateur en 1927. Élu chef de son parti en 1933, il fonde l'Union nationale le 7 novembre 1935 avec les membres de son propre parti et des dissidents du Parti libéral dirigés par

Paul Gouin. Il remporte la victoire contre le gouvernement Godbout aux élections générales de 1936 et devient premier ministre pour un premier mandat de trois ans. Battu au scrutin de 1939, il reprend le pouvoir en 1944 pour un long règne. Il gagne les élections générales de 1948, 1952 et 1956. Duplessis détient le record de longévité politique comme premier ministre : dix-huit ans.

Le premier gouvernement Duplessis établit le Crédit agricole en 1936 et relance l'agriculture et la colonisation. Il manifeste un anticommunisme virulent en adoptant la « loi du cadenas » en 1937 qui permet de fermer tout lieu diffusant des idées communistes. Appuyant le frère Marie-Victorin, il donne une vigoureuse impulsion à la création du Jardin botanique de Montréal.

Le deuxième gouvernement Duplessis, de 1944 à 1959, est marqué par la stabilité et le conservatisme. Partisan de l'autonomie provinciale, il fait adopter le drapeau officiel du Québec en 1948, à la suggestion de René Chaloult, et s'oppose aux empiètements fédéraux dans le domaine social et en éducation. Son mandat est marqué par plusieurs graves conflits ouvriers. Il favorise l'ouverture de nouvelles régions minières, particulièrement sur la Côte-Nord et en Gaspésie. La Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels en 1953 marque une étape importante dans la réflexion de la collectivité québécoise quant à son avenir. Duplessis crée l'impôt québécois sur le revenu en 1954. Il meurt en fonction à Schefferville en septembre 1959.

**Robert BOURASSA**

22<sup>e</sup> à occuper la fonction

1970-1976 et 1985-1994

Parti libéral

Avocat, fiscaliste et professeur d'université, Robert Bourassa entre à l'Assemblée législative en 1966 comme député libéral. Il accède à la direction du Parti libéral en 1970 et, la même année, aux élections générales, il devient à 36 ans le plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec. Réélu en 1973, son gouvernement est battu en 1976 par le Parti québécois de René Lévesque. Il perd alors son siège de député et démissionne comme chef de parti. Réélu chef du Parti libéral en 1983, il reprend le pouvoir au scrutin de 1985 et gagne les élections de 1989. Il démissionne le 11 janvier 1994 après 14 ans à la tête du gouvernement et se retire de la vie politique.

Le premier gouvernement Bourassa, de 1970 à 1976, met de l'avant un vaste programme d'investissements publics : construction d'autoroutes, d'édifices publics, de barrages hydroélectriques à la baie James et d'installations olympiques. Il réalise une importante réforme des services de santé, notamment en implantant l'assurance-maladie et les centres locaux de services communautaires. Il proclame le français langue officielle du Québec (1974). Mais son gouvernement fait face à des difficultés majeures : crise d'octobre (1970), saccage du chantier de la baie James, contestation ouvrière et grèves.

Le deuxième gouvernement Bourassa, de 1985 à 1994, cherche à rétablir la paix constitutionnelle après la crise déclenchée par le rapatriement unilatéral de la constitution canadienne en 1982. L'échec de l'Accord du lac Meech (1987-1990), la Commission Bélanger-Campeau (1990-1991) et le référendum sur l'Accord de Charlottetown (1992) marquent cette période. En 1988, le gouvernement Bourassa lance la phase II de la baie James. La crise d'Oka, qui oppose les

Mohawks au gouvernement en 1990, ravive le débat sur les droits des nations autochtones. En 1991, le nouveau Code civil du Québec est adopté.

## **Premiers ministres qui n'étaient pas députés mais conseillers législatifs**

Charles-Eugène BOUCHER DE BOUCHERVILLE

3<sup>e</sup> à occuper la fonction  
1874-1878 et 1891-1892  
Parti conservateur

Médecin et seigneur, Charles-Eugène Boucher de Boucherville est d'abord député de 1861 à 1867 sous l'Union. Nommé au Conseil législatif du Québec à la Confédération, il devient ministre dans le cabinet Chauveau et premier ministre conservateur de 1874 à 1878. Il est un des deux seuls premiers ministres à diriger le gouvernement à partir du Conseil législatif, sans être député.

Il fait réélire son parti aux élections générales de 1875. Il est destitué en 1878 par le lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just dans un geste spectaculaire d'une constitutionnalité douteuse qu'on a appelé le « coup d'État ». Après la chute de Mercier, en 1891, il redevient premier ministre pour une courte période, avant d'accepter un poste de sénateur.

On lui doit une importante réforme de la législation électorale en 1875 : introduction du vote secret, vote simultané dans toutes les circonscriptions, contrôle des dépenses et mesures contre la fraude. Ultramontain, il abolit le ministère de l'Instruction Publique en 1875 pour confier toutes les responsabilités de l'éducation au Conseil de l'Instruction publique. Il poursuit la politique d'investissements dans les chemins de fer, particulièrement celui de la rive nord qu'il nationalise en 1875. C'est en 1877, sous son mandat, que débute la construction des trois ailes de l'Hôtel du Parlement actuel destinées à accueillir les ministères. Lorsqu'il revient au pouvoir, en 1892, il fait adopter une loi accordant le droit de vote aux femmes propriétaires aux élections municipales et scolaires sous réserve qu'elles n'ont pas le droit d'être candidates.

John Jones ROSS

7<sup>e</sup> à occuper la fonction  
1884-1887  
Parti conservateur

Médecin, John Jones Ross est d'abord élu député sous l'Union en 1861. En 1867, il est nommé conseiller législatif à Québec. Il est ministre dans les gouvernements Ouimet, Boucher de Boucherville et Chapleau. Conservateur proche des ultramontains, il succède à Mousseau en 1884 et impose une politique d'austérité après les grandes dépenses dues aux chemins de fer. L'affaire Riel provoque sa chute; il refuse de se dissocier du gouvernement fédéral qui cautionne la pendaison du chef des Métis. Aux élections générales de 1886, il est incapable d'empêcher la progression des ultramontains de son parti. Prévoyant être battu en Chambre, il démissionne au début de 1887.

Durant son mandat, Ross convainc le gouvernement fédéral d'augmenter les subsides au Québec pour compenser ses investissements dans les chemins de fer. Lorsqu'il démissionne, Louis-Olivier Taillon lui succède mais son gouvernement ne dure que quatre jours.

### **Premier ministre qui a vu son mandat durer quatre jours**

Louis-Olivier TAILLON  
8<sup>e</sup> à occuper la fonction  
1887 et 1892-1896  
Parti conservateur

Avocat, Louis-Olivier Taillon devient député conservateur à l'Assemblée législative en 1875. Il est ensuite ministre dans le cabinet Ross. Lorsque celui-ci démissionne, sous la pression des ultramontains de son parti, Taillon le remplace le 25 janvier 1887 mais doit démissionner à son tour quatre jours plus tard pour céder la place à Mercier devenu majoritaire en Chambre. Après la chute de Mercier, en 1891, Taillon est nommé ministre dans le deuxième gouvernement Boucher de Boucherville et redevient premier ministre le 16 décembre 1892. Il ne se présente pas devant l'électorat et démissionne en 1896. Obsédé par la dette du Québec qui atteint 35 millions et gruge 36 % du budget annuel, Taillon coupe dans les dépenses et impose des taxes directes, ce qui le rend très impopulaire.

### **Première première ministre du Québec**

Pauline MAROIS  
30<sup>e</sup> à occuper la fonction  
2012-2014  
Parti québécois

Élue pour la première fois en 1981, Pauline Marois est diplômée en service social et en administration des affaires (MBA). Elle dirige plusieurs ministères importants dans les cabinets Bouchard, Parizeau et Landry, tels les ministères des Finances, de l'Éducation et de la Santé en plus d'être vice-première ministre de 2001 à 2003. Élue chef du Parti québécois le 26 juin 2007, elle devient cinq ans plus tard la première femme de l'histoire à diriger le Québec. Son gouvernement se concentre sur les questions de l'encadrement des contrats publics, de l'exploitation des ressources naturelles et de la laïcité. Il procède aussi à une refonte du Code de procédure civile. Pauline Marois est défaite aux élections générales du 7 avril 2014.

Source : Assemblée nationale